

Malédiction austéritaire ou réponse aux besoins ?

La crise sanitaire a eu entre autres pour effet de provoquer dans tous les pays une explosion de la dette publique. Les discours alarmistes ont été mis un temps en sourdine mais reviennent aujourd'hui en force. Ainsi le Programme de stabilité budgétaire que le gouvernement vient de transmettre à la Commission européenne prévoit une réduction à marche forcée des dépenses publiques afin de faire baisser la dette. **L'austérité** est-elle donc toujours la conséquence de l'endettement public ou celui-ci ne serait-il pas aussi un moyen de **répondre aux besoins sociaux** ?



Des idées reçues très **contestables**



La dette publique est un fardeau pour les générations futures

Faux !

Comme toute dette, elle a pour contrepartie un actif (écoles, hôpitaux, routes...). **Or le solde est positif.** De sorte qu'un enfant ne naît pas avec une dette de 29 000 € mais avec un patrimoine net de 4 500 €.



Le pays vit au-dessus de ses moyens, il faut donc réduire les dépenses publiques

Faux !

L'augmentation de la dette provient davantage de la baisse organisée des recettes que de l'augmentation des dépenses. Entre 1980 et 2012, 22 points de dette (en % du PIB) sont dus à la crise de 2008, 29 points au niveau élevé des taux d'intérêt dans les années 1990 et 24 points aux cadeaux fiscaux et à l'évasion fiscale.



La dette représente en France

59% du PIB



en 2000

98% du PIB



en 2019

120% du PIB



en 2021

Les poncifs sur la dette publique, complaisamment distillés par les gouvernants et les médias dominants, relèvent plus des « fake-news » que de la réalité mais, en faisant de la dette un épouvantail, ils justifient l'austérité.



L'État est en faillite

Faux !

Contrairement à une entreprise, un État ne peut pas faire faillite. Il peut seulement faire défaut, c'est-à-dire ne pas payer ses créanciers, comme l'Allemagne après la guerre ou la France au 19^e siècle. Sa durée de vie est illimitée et il a la faculté de lever l'impôt et de battre monnaie.



La dette n'est pas soutenable

Faux !

Si la dette augmente, son coût diminue. Plutôt que le rapport dette/Pib, qui compare un stock à un flux, un indicateur plus pertinent du poids réel de la dette consiste à comparer les intérêts payés annuellement au Pib. Celui-ci est passé de 3% il y a 10 ans à moins de 1,5% aujourd'hui. Cette situation devrait se poursuivre et la dette publique continuer à être soutenable car il est peu probable que la BCE modifie sa politique à court terme et l'épargne au niveau mondial est abondante. L'État devrait facilement trouver preneur pour ses emprunts d'autant qu'en rachetant une grande partie des titres publics émis, la BCE sécurise les prêteurs.

**Le montant
des intérêts
payés par
l'État**

56 milliards



en 2011

32 milliards



en 2020

27 milliards



en 2021

S'endetter pour répondre aux besoins

La dette, publique ou privée, est un moyen d'anticiper la création de richesses qui permettront d'en amortir le coût. Le problème est donc moins son niveau que son utilisation. Si l'État s'endette pour investir afin de répondre aux besoins de la collectivité, en termes de conditions de vie, de formation, de mobilité, de préservation de l'environnement, cela se traduira par davantage de croissance, d'emplois, des hausses de salaires et une meilleure prise en compte des risques climatiques. In fine cela engendrera de nouvelles recettes fiscales qui permettront d'absorber sans douleur le coût de la dette.

Le déficit public permet également de soutenir l'activité en temps de crise. Ce sont les phénomènes de multiplicateur budgétaire (1 euro de dépense publique génère plus d'1 euro de croissance du Pib) et de stabilisateurs automatiques (dépenses de protection sociale), et les dépenses effectuées à ce titre, en maintenant le potentiel productif du pays et le niveau de vie de la population, peuvent être considérés comme des investissements.

Le contexte est favorable à l'endettement

Les taux d'intérêt sont actuellement, et pour quelque temps encore, très bas, voire négatifs. C'est donc une opportunité pour financer des investissements qui bénéficient à l'ensemble de la collectivité.

Les besoins sont immenses

L'intervention publique est nécessaire pour réaliser des investissements indispensables mais dont la rentabilité ne peut s'apprécier qu'à long terme ou en fonction de critères non financiers. Il s'agit bien évidemment des secteurs de la santé (dont on mesure aujourd'hui les risques que fait courir sa marchandisation) et de l'éducation, essentiels pour l'avenir du pays et de sa population. Cela concerne aussi les infrastructures et investissements dont le coût est rédhibitoire pour des acteurs privés mais qui sont nécessaires au bon fonctionnement de l'économie.(réseau SNCF, rénovation thermique des bâtiments...)

Une dette publique sous contrôle social

Répondre aux besoins de la collectivité implique que tous ses membres, en tous points du territoire, puissent s'exprimer et que les conditions d'un débat collectif soient réunies pour effectuer les choix et définir des priorités. Cela suppose de mettre en place une planification démocratique et décentralisée qui associe tous les acteurs économiques et sociaux, aux niveaux national et local, sous le contrôle actif des habitants. Ce processus permettra de décider du mode de financement des investissements retenus et placera ainsi la dette publique sous le contrôle actif des citoyens.

Pour la CGT, la dette publique n'est pas l'épouvantail que brandit le gouvernement pour justifier la poursuite des politiques d'austérité, le démantèlement de la protection sociale et la destruction des services publics. Elle doit être au contraire un outil, sous contrôle des citoyens, pour financer les besoins sociaux et préparer un avenir durable de justice sociale et de solidarité.

Crédits photos Adobe stock : P1 Oleksandrum , P2 Julien Eichinger, photoschmidt, fabrioberti.it , P3 123725392, STUDIO GRAND WEB , P4 Kurt Kleemann